

vœux et leurs désirs en disant que "les intérêts du Canada exigent un remaniement du tarif de manière à pouvoir prélever les 22 ou 24 millions requis."

Je suis certain que mes électeurs approuveront ce que j'exprime, et voudront que leur représentant fasse constater sur les registres ses opinions sur ce qu'il pourrait ou non y avoir d'avantageux pour le Canada dans ce remaniement des droits d'importation qui sont nécessaires pour maintenir le gouvernement et continuer les travaux publics du pays.

Les opinions que j'ai sur ce sujet sont celles-ci : je ne suis pas protectionniste, je suis libre-échangiste dans le sens abstrait, mais nous devons imposer une certaine somme de droits pour prélever les 22 ou 24 millions requis pour continuer nos entreprises publiques, faire face à la dette déjà créée, et pour pour voir à une législation nécessaire, et autre service public, afin de conduire les affaires du Canada. Je suis prêt à appuyer, — de quelque côté de la Chambre qu'il soit proposé — le principe du remaniement des impôts et des taxes nécessaires pour prélever ce revenu de manière à encourager, et à favoriser dans nos limites, les manufactures qui garderont parmi nous, notre population et créeront un marché intérieur pour les produits de nos cultivateurs, et donneront de l'emploi aux fils et aux filles de notre population.

Voilà la doctrine que je prêche. Les honorables messieurs de la droite pourront m'appeler protectionniste ou libre-échangiste, mais je veux l'adoption d'une politique qui nous assure le revenu nécessaire, tout en aidant nos industries, et en même temps, en n'augmentant pas le fardeau du peuple.

Une semblable politique encouragerait nos fabriques, et garderait dans le pays nos jeunes gens et nos jeunes filles qui depuis 15 ans s'en vont aux Etats-Unis chercher de l'emploi, et s'y établir.

Je désire voir changer ce système.

M. YOUNG—C'est le système actuel.

M. MITCHELL—Ce n'est pas le système actuel. C'est le système que l'honorable monsieur répudie et ne reconnaît pas.

Il garderait notre population par-

mi nous, et lui donnerait de l'emploi. Le gouvernement que supporte l'honorable monsieur, et qu'il suit aveuglément, n'adopte pas le système et la politique que j'indique maintenant, et que le Canada devrait, d'après moi, suivre.

Je suis obligé de voter contre la motion de l'honorable député du Cap-Breton, parce qu'elle est, politiquement, déshonnête vis-à-vis la population de ce pays.

L'honorable monsieur désire que j'impose une taxe de 25 ou 50c. par tonne sur le charbon consommé dans ce pays et pourquoi ? Pour faire prospérer les mines de houille de la Nouvelle-Ecosse.

Sans aucun doute les députés de la Nouvelle-Ecosse seront en faveur de cette motion ; mais ceux du Nouveau-Brunswick ne le seront pas, et pourquoi ? Ils ne croient pas qu'il soit nécessaire d'imposer un droit de 8 ou 5c. la tonne sur la houille de la Nouvelle-Ecosse et ne faire rien de plus.

Je suis prêt à défendre ce droit, si on l'adopte comme un principe général, et si l'on se propose de considérer comme tel chaque intérêt en Canada — nos manufactures, nos fabriques de chaussures et de fer, et un grand nombre d'autres qu'il est inutile de nommer, je suis prêt à les considérer comme un tout, bien que mon comté ait intérêt à faire imposer le moins de taxes possible, attendu qu'il importe et ne fabrique pas. Néanmoins, je suis prêt à considérer ces intérêts comme un tout, dans un système général de protection, mais je ne voudrais pas les prendre comme intérêts particuliers, comme veut le faire mon honorable ami.

Je ne demanderais pas de protection sur la houille.

Lorsqu'on discutera la question de politique générale, les honorables messieurs pourront se trouver dans une fausse position, et être obligés de condamner ce même principe que l'honorable monsieur (M. MacKay) leur demande d'approuver, parce qu'il y est spécialement intéressé. Je désire faire constater mes opinions sur ce sujet.

Je désire que le tarif soit remanié de telle manière que bien que nous ne prélevions pas plus de revenu que maintenant, nous encourageons nos intérêts